



Conseil économique et social

Distr. générale
16 août 2012
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels

Septième réunion

Stockholm, 14-16 novembre 2012

Point 14 de l'ordre du jour provisoire

Amendement qui pourrait être apporté à la Convention

Amendement qui pourrait être apporté à la Convention

Note du Bureau

Résumé

Toute Partie peut proposer des amendements à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (art. 26). La Conférence des Parties a décidé, à sa troisième réunion (Budapest, 27-30 octobre 2004) de créer le Groupe de travail du développement de la Convention afin de suivre l'évolution observée en matière de prévention, de préparation et de réponse aux accidents industriels, dans les autres instruments réglementaires, y compris la législation pertinente de l'Union européenne et des autres Parties, et d'en évaluer les incidences d'ordre juridique et pratique pour la Convention (ECE/CP.TEIA/12, annexe IV, décision 2004/4).

Le Bureau propose à la Conférence des Parties de modifier l'annexe I à la Convention pour la mettre en adéquation avec la dernière révision du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques des Nations Unies, à la lumière des amendements apportés à la législation européenne concernée, et de confier l'élaboration d'un amendement à cet effet au Groupe de travail.

Le Bureau propose aussi à la Conférence des Parties d'examiner d'autres amendements au texte de la Convention, comme indiqué dans le présent document.

I. Amendement qui pourrait être apporté à l'annexe I à la Convention

1. L'annexe I à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels identifie des substances dangereuses afin de définir quelles activités dangereuses font l'objet des dispositions de la Convention. La procédure d'adoption d'amendements à l'annexe I, prévue au paragraphe 4 de l'article 26 de la Convention, est plus simple que celle prévue pour d'autres amendements.
2. En 2010, le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH) des Nations Unies a été révisé de manière à inclure, entre autres, de nouvelles catégories de dangers correspondant aux gaz chimiquement instables et aux aérosols ininflammables; à rationaliser les conseils de prudence; et à clarifier certains critères, afin d'éviter des différences d'interprétation (ST/SG/AC.10/30/Rev.4).
3. Le Bureau et le Groupe de travail de l'application ont décidé de proposer à la Conférence des Parties de charger le Groupe de travail du développement de réviser l'annexe I à la Convention pour l'aligner sur le SGH. Si le Groupe de travail prépare une version révisée de l'annexe I pendant la période intersessions 2012-2014 et la transmet aux Parties quatre-vingt-dix jours avant la réunion suivante (comme le prévoit le paragraphe 2 de l'article 26 de la Convention), et si la révision fait l'objet d'un accord à la réunion suivante de la Conférence des Parties qui devrait avoir lieu à l'automne 2014, l'annexe I modifiée pourrait entrer en vigueur à la fin de 2015.
4. La pierre angulaire de la législation de l'Union européenne (UE) en matière de lutte contre les accidents chimiques est la Directive 96/82/EC du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (Directive Seveso II). Elle a été modifiée en 2003 par la Directive 2003/105/EC. L'annexe I à cette Directive est similaire à l'annexe I à la Convention, dans la mesure où elle identifie des substances dangereuses afin de déterminer quels établissements sont visés par les dispositions de la Directive. En 2010, la Commission européenne a décidé d'examiner la Directive, à la suite de l'adoption de règles destinées à mettre le système européen de classification des produits chimiques en adéquation avec le SGH. Cet examen s'est conclu en mars 2012 par un accord sur la Directive Seveso III, qui s'appliquera à compter du 1^{er} juin 2015. La révision de l'annexe I à la Convention, à la prochaine réunion de la Conférence des Parties, pourrait permettre d'atteindre un degré élevé de cohérence entre la Convention et la législation de l'UE.

II. Autres amendements qui pourraient être apportés à la Convention

5. Le Bureau a aussi jugé que le Groupe de travail du développement pouvait examiner la possibilité d'apporter d'autres amendements à la Convention, pour autant que cet examen ne retarde pas le travail sur la révision de l'annexe I.
6. Les sujets suivants pourraient être examinés par le Groupe de travail du développement:
 - a) Modification de définitions ou ajout de nouvelles définitions (art. 1);
 - b) Révision du champ d'application (art. 2);
 - c) Renforcement de la participation du public (art. 9);

- d) Modification du champ d'application s'agissant de l'assistance mutuelle (art. 12);
- e) Précisions concernant la fréquence des réunions (art. 18, par. 1);
- f) Clarification ou renforcement de l'obligation de rendre compte de l'application de la Convention (art. 23);
- g) Adhésion d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies (art. 29);
- h) Application des amendements aux nouvelles Parties (art. 29);
- i) Dispositions relatives à l'aménagement du territoire;
- j) Dispositions portant sur l'examen du respect de la Convention;
- k) Structures de gouvernance régies par la Convention.

7. Le Bureau a identifié les trois principales approches que le Groupe de travail du développement pourrait adopter pour modifier la Convention. Il a aussi fait observer que plusieurs d'entre elles pourraient être associées, par exemple:

a) Évaluer la possibilité de modifier la Convention sur d'autres points et communiquer le résultat de cette évaluation à la prochaine réunion de la Conférence des Parties qui pourrait décider, en 2014, si le Groupe de travail devrait élaborer un amendement durant la période intersessions 2014-2016 et, le cas échéant, sur quels sujets;

b) Évaluer puis rédiger un projet d'amendement à la Convention portant sur un nombre de sujets limité pour lesquels la rédaction nécessite peu de temps¹, et soumettre ce projet d'amendement à la réunion suivante de la Conférence des Parties, en 2014, pour examen et adoption éventuelle (le projet d'amendement aura été préalablement transmis aux Parties, conformément au paragraphe 2 de l'article 26);

c) Évaluer puis rédiger des projets d'amendements à la Convention portant sur un plus grand nombre de sujets, lesquels auraient été identifiés par la Conférence des Parties à sa présente réunion et pour lesquels elle aurait éventuellement fixé des priorités; soumettre le projet d'amendement à la réunion suivante de la Conférence des Parties, en 2014, qui décidera quels amendements adopter, si tant est que l'un d'eux doive l'être (le projet d'amendement aura été préalablement communiqué aux Parties, conformément au paragraphe 2 de l'article 26).

III. Conclusion

8. En résumé, la Conférence des Parties est invitée à décider si le Groupe de travail du développement doit être chargé de modifier l'annexe I, et s'il doit être chargé d'évaluer puis d'élaborer, et selon quelles modalités, d'autres amendements au texte de la Convention.

¹ Par exemple, le secrétariat a préparé des projets de textes pour les sujets e), f), g), h) et j).